

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 3 juin 2015

Direction de la police et des affaires militaires

23 2014.RRGR.1209 Motion 270-2014 Schindler (Berne, PS) Garantie de la sécurité et économies dans le domaine de la violence domestique

N° de l'intervention: 270-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.11.2014
Déposée par: Schindler (Berne, PS) (porte-parole)
Keller (Hinterkappelen, Les Verts)
Kohli (Berne, PBD)
Kronenberg (Biel/Bienne, pvl)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 495/2015 du 29 avril 2015
Direction: POM

Garantie de la sécurité et économies dans le domaine de la violence domestique

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Établir dans les régions d'ici à la fin 2015 un système cantonal de gestion de la qualité des Tables rondes contre la violence domestique et de la lutte contre la violence domestique dans les régions. Le but doit être d'organiser les tables rondes régulièrement et de réduire les différences entre les régions dans la protection des victimes et dans le travail fait avec les auteurs, sans que cela entraîne une charge supplémentaire pour les finances cantonales.
2. Présenter d'ici à fin 2017 au plus tard un rapport sur les contrôles de qualité menés dans la lutte contre la violence domestique au niveau régional.

Développement :

Dans sa réponse aux questions de l'interpellation Schär traitée à la session de juin de cette année, le Conseil-exécutif réaffirme son adhésion aux objectifs du Service de lutte contre la violence domestique (SLVD), à savoir : mettre un terme à la violence, protéger les victimes et amener les auteurs à prendre conscience de leurs actes.

Le gouvernement écrit en outre que dans le canton de Berne, la question de la gestion du risque (analyse de la dangerosité d'une personne et réunions portant sur des cas concrets) est en discussion concernant diverses formes de violence, dont la violence domestique.

Or, les discussions n'ont aucune utilité pour les femmes concernées ni pour les collaboratrices des maisons de femmes qui sont sous la menace de conjoints ou compagnons violents. C'est d'actes qu'elles ont besoin.

En raison des difficultés financières du canton, il semblerait qu'il soit impossible de réaliser dans l'ensemble du canton le projet de suivi actif des auteurs de violence. Mais alors, il faudrait au moins améliorer de manière ciblée les structures existantes.

Il existe un outil efficace qui malheureusement n'est pas utilisé assez systématiquement, et c'est celui des Tables rondes contre la violence domestique. Dans les régions dans lesquelles les tables rondes fonctionnent, elles ont un effet très positif pour la sécurité des victimes de violence domestique, pour les personnes spécialisées, notamment les collaboratrices des maisons de femmes, et pour l'approche des auteurs, ce qui est particulièrement important quand il s'agit de personnalités difficiles.

Pour assurer l'égalité de traitement des victimes sur tout le territoire cantonal, il faut que le Conseil-exécutif veille à ce que les tables rondes soient systématiquement organisées dans toutes les régions. C'est le minimum de ce qui est actuellement faisable pour stopper les récidivistes et éviter les homicides dans le couple.

Il incombe au gouvernement d'instaurer l'égalité dans le canton et de prendre des mesures lorsque les différences régionales ont des répercussions négatives pour la population. Il ne faut pas que le lieu où se trouvent les maisons de femmes soit fatidique pour les victimes de violences.

Entre dix et vingt personnes représentant les différentes autorités participent aux tables rondes. C'est la raison pour laquelle le coût est relativement élevé pour le canton. Il faut veiller à ce que les tables rondes soient organisées de manière efficiente et ciblée afin que l'investissement en vaille la peine. La régularité et la bonne préparation des tables rondes peuvent seules garantir leur succès.

Réponse du Conseil-exécutif

Pour le Conseil-exécutif, il est capital de combattre résolument la violence domestique, les principaux objectifs étant d'«arrêter la violence, protéger les victimes et placer les personnes violentes devant leurs responsabilités». À ce titre, le Conseil-exécutif évalue et pilote les activités cantonales visant à enrayer cette violence. Tous les deux ans, il discute le programme du Service de lutte contre la violence domestique (SLVD) avant de l'adopter. Il a en outre mis sur pied, à la fin 2014, un groupe consultatif composé de représentants et représentantes des directions concernées (ACE 1393/ 2014), pour assurer le soutien et la coordination des mesures en matière de violence domestique.

Conformément à l'article 9, alinéa 1, lettre f de la loi du 28 mars 2006 sur les préfets et les préfètes (LPr; RSB 152.321), ces derniers accomplissent également des tâches relevant de la lutte contre la violence domestique. Dans le cadre de leur mandat de prévention, les préfets et les préfètes ou leurs suppléants et suppléantes organisent depuis 2010, en collaboration avec le SLVD, les tables rondes – comptant chacune dix participants ou participantes au moins – évoquées par les auteures de la présente motion.

En 2014, les préfectures, le SLVD et les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte ont élaboré un plan commun portant sur ces tables rondes régionales, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Ce plan prévoit que les tables rondes resteront sous la direction des préfets et préfètes ou de leurs suppléants et suppléantes et seront désormais organisées par arrondissement administratif (à l'exception de Frutigen – Bas-Simmental et d'Obersimmental – Gessenay, qui formeront une même table ronde). Leur établissement dans les arrondissements a pour but de réunir les personnes qui interviennent sur place en cas de violence domestique, et d'assurer l'échange de savoir, la mise en réseau et la collaboration dans les régions concernées, tout en garantissant le respect des particularités locales. Le SLVD assure la liaison entre les tables rondes, mais aussi entre ces dernières et le groupe consultatif cantonal.

L'action concertée des autorités et services concernés est cruciale notamment lorsque pèse la menace d'une infraction grave contre la vie ou l'intégrité corporelle. Les tables rondes ont pour but de promouvoir la bonne collaboration entre les différents acteurs, grâce à des contacts personnels réguliers. En revanche, elles ne se prêtent pas à des discussions et mises au point sur des dossiers en cours, pour des raisons liées à la protection des données et à la nécessité d'agir rapidement en cas de péril imminent. Au cas par cas, des séances de réseau sont convoquées et d'éventuelles mesures de protection, prises pour réduire le danger que représentent des personnes violentes. Cependant, certaines questions relatives à la protection des données sont encore en suspens (p. ex. la définition du cercle des autorités participant à de telles séances): ces incertitudes juridiques seront abordées en priorité dans le cadre du projet cantonal de gestion de la menace.

Le Conseil-exécutif est d'avis que les tables rondes sur la violence domestique contribuent largement à la promotion de la collaboration entre les personnes agissant sur le terrain et à l'amélioration de la pratique en matière d'intervention. Il soutient dès lors, aux fins d'une gestion efficace de la qualité, la proposition de fixer les exigences que les tables rondes devront satisfaire, les moyens d'y parvenir et les contrôles de qualité qui permettront de s'assurer de la réalisation des objectifs dans chaque région. Selon lui, il y aurait toutefois lieu d'adapter le calendrier de réalisation des travaux proposé par les auteures de la motion, du fait que les tables rondes se trouvent encore en phase de mise au point. Partant, le Conseil-exécutif propose l'adoption de la présente motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Ich weise an dieser Stelle darauf hin, dass die Motion Haudenschild, «Lärmarme

Reifen zum Schutz der Bevölkerung vor übermässigem Strassenverkehrslärm», Traktandum 25, zurückgezogen wurde. Nun beraten wir die Motion Schindler. Der Regierungsrat ist bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen.

Meret Schindler, Berne (PS). Der Regierungsrat hat beschlossen, dass die so genannten runden Tische kantonsweit durchgeführt werden. Alle mit häuslicher Gewalt involvierten Stellen sind beteiligt. Das beinhaltet unter anderem die Vertretungen der Frauenhäuser, die Regierungsstatthalter oder auch die Polizei. Das ist ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung. Zurzeit werden diese Tische überall im Kanton aufgebaut. An einem solchen Tisch nehmen mindestens zehn Leute teil, was diese auch recht kostenintensiv macht. Darum ist es schade, wenn solche teuren Konstrukte nicht effizient genutzt werden. Die Regierung merkt in ihrer Antwort an, dass regionale Gegebenheiten auch berücksichtigt werden müssen. Damit bin ich einverstanden. Ich denke da zu Beispiel an die Zweisprachigkeit in Biel. Es geht überhaupt nicht darum, irgendwelche bestehenden Strukturen zu zerstören, die neu gewachsen sind. Unsere amtierenden Regierungsstatthalter machen eine sehr gute Arbeit. Sie kümmern sich prompt darum, wenn ein Gewalttäter da ist und suchen rasch das Gespräch. Auch wenn die Idee der runden Tische schon länger besteht als seit 2013, habe ich ein gewisses Verständnis für den Zeitdruck. Ich wandle daher meine Motion ins Postulat. Ich hoffe allerdings, dass die Umsetzung dennoch innerhalb einer gewissen Frist stattfinden kann. Ich hoffe, Sie können mich so unterstützen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Der Vorstoss wurde ins Postulat gewandelt. Jetzt können sich die Fraktionen melden.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt die Forderungen der Motionärinnen nach einem kantonalen Qualitätsmanagement und der Einführung von runden Tischen in allen Regionen. Die konsequente Bekämpfung der häuslichen Gewalt ist für die BDP-Fraktion ein wichtiges Anliegen. Mit Befriedigung haben wir festgestellt, dass auch der Regierungsrat das so sieht. Für die Bedenken in Sachen Zeitplan haben wir Verständnis. Aus diesem Grund wären wir gegen eine Motion gewesen. Das Postulat unterstützen wir einstimmig.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Die glp spricht sich klar gegen häusliche Gewalt aus, und es muss alles getan werden, dass diese verhindert oder zumindest eingedämmt werden kann. Die runden Tische scheinen uns zurzeit eine gute Lösung. Im letzten Jahr wurde das Konzept erarbeitet. Seit bereits fünf Monaten arbeitet man jetzt damit. Die Mitarbeiter machen einen nicht ganz einfachen Job unter manchmal schwierigen Bedingungen. Die glp ist jedoch der Meinung, man sollte diese Leute nun erst einmal arbeiten lassen. Weiter sind wir auch überzeugt, dass der Qualitätssicherung im aktuellen Konzept genügend Beachtung geschenkt wird. Sollten aber bei der Umsetzung dieses Konzepts Mängel festgestellt werden, so müssen diese selbstverständlich konkret angegangen werden. Hier wäre auch das Instrument einer weiteren Motion oder eines Postulats das richtige. Für uns ist zum jetzigen Zeitpunkt der Mehrwert des vorliegenden Postulats nicht ersichtlich. Aus diesen Gründen werden wir auch das Postulat ablehnen.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Manchmal ist man beim Zuhören erstaunt. Ich hätte jetzt gedacht, die glp nehme einen anderen Weg. Die grüne Fraktion unterstützt die gewandelte Motion überzeugt. Wir hätten auch die Motion unterstützt. In der Antwort der Regierung ist zu lesen, dass das Anliegen des Postulats als absolut gerechtfertigt und sinnvoll bestätigt wird. Es geht um die Zusammenarbeit und Vernetzung zwischen den verschiedenen involvierten Kreisen im Bereich der häuslichen Gewalt. Hier geht es vor allem um die Bedrohung der Frauen, ihrer Kinder, aber eben auch der Mitarbeitenden der Frauenhäuser. Die runden Tische, die es jetzt bereits gibt, bewähren sich. Dieses Modell in allen Regionen des Kantons mit der gleich guten Qualität einzuführen ist das Anliegen des Postulats. Wenn an einer solchen Sitzung eine einzige Gewalttat oder ein einziger Rückfall verhindert werden kann, so ist der Aufwand eines runden Tisches bereits gerechtfertigt. Wir glauben, dass Vernetzung, Abstimmung und der Austausch von Erfahrung und Fachwissen in diesem sensiblen Bereich nicht als überflüssig angesehen werden kann. Wir bitten daher möglichst viele unter Ihnen, dem Postulat zuzustimmen.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Seit rund fünf Jahren finden in den verschiedenen Verwaltungskreisen des Kantons Bern regelmässig die so genannten runden Tische gegen häusliche Gewalt statt. Die runden Tische bestehen aus mindestens zehn Mitgliedern und setzen sich aus Regierungsstatthalterinnen und Regierungsstatthaltern und Mitgliedern verschiedener Beratungsstellen zusammen. Es sind dies zum Beispiel die Beratungsstelle für vergewaltigte Frauen, die Beratungsstelle für ausländische Frauen, die Migrantinnenwerkstatt, die Fachstelle für Gleichstellung von Frauen und Männern, das Frauenhaus, die Koordinationsstelle Opferhilfe und so weiter und so fort. Die runden Tische tagen in der Regel drei- bis viermal pro Jahr, also regelmässig. Das können Sie auf der Homepage der Polizei- und Militärdirektion nachlesen. Erst seit Anfang dieses Jahres ist ein Konzept in Kraft, das von den Regierungsstatthalterämtern zusammen mit der Interventionsstelle gegen häusliche Gewalt sowie der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) erarbeitet wurde.

Die Motionärin verlangt nun, zu diesen runden Tischen sei bis Ende Jahr ein kantonales Qualitätsmanagement zu etablieren, und bis in zwei Jahren sei ein Bericht zur erfolgten Qualitätsprüfung vorzulegen. Die SVP lehnt auch das Postulat einstimmig ab. Die Idee der runden Tische gegen häuslichen Gewalt ist zurzeit in allen Regionen vorhanden, allerdings noch im Aufbau begriffen. Sie haben es gehört: Das Konzept ist erst seit Anfang dieses Jahres in Kraft. Wir sind der Ansicht, wir müssten die Zeit für die Implementierung unbedingt geben, bevor wir weiterführende Schritte in die Wege leiten. Zudem wäre aus der Sicht der SVP ein Qualitätsmanagement ohnehin eher Sache der Akteure, der erwähnten Gesprächspartner – also der Beratungsstellen – und sicher nicht des Kantons. Die Motionärin begründet ihren Vorstoss mit dem Schutz der Opfer. Der Regierungsrat schreibt aber in seiner Antwort, dass sich die runden Tische für Absprachen und Diskussionen zu nicht abgeschlossenen Fällen von häuslicher Gewalt aus Gründen des Datenschutzes und der Notwendigkeit zu raschem Handeln bei akuten Gefährdungen gar nicht eignen. Für diese Fälle werden nämlich punktuell Fallkonferenzen einberufen. Ergo ist die Implementierung eines Qualitätsmanagements zu den runden Tischen ganz sicher kein geeignetes Mittel zum Schutz der Opfer häuslicher Gewalt. Zu guter Letzt ist die SVP überzeugt, dass ein solches Qualitätsmanagement mit Sicherheit nicht, wie von der Motionärin beschrieben, kostenneutral eingeführt werden kann. Das ist ganz sicher unrealistisch. Die personellen Ressourcen dafür sind auch nicht unbedingt vorhanden. Aus den genannten Gründen lehnt die SVP-Fraktion das vorliegende Postulat einstimmig ab.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Die Vorrednerin hat musste nun einige «Hasegümp» auf einmal machen, um zu diesen Schlussfolgerungen kommen zu können. Eigentlich wollen die Motionärinnen etwas, das selbstverständlich sein sollte. Man soll da hinschauen, wo man etwas macht. Auf Neudeutsch heisst das, dass man ein Qualitätsmanagement aufzieht. Das soll im Zusammenhang mit den runden Tischen zur häuslichen Gewalt erfolgen. Wir halten es ebenfalls für selbstverständlich, dass man demjenigen Gremium, das Ressourcen verteilt, auch Rechenschaft ablegt. Das ist die Ziffer 2, die einen Bericht verlangt. Die Regierung stellt selbst fest, dass es ein solches Konzept nicht nur braucht, sondern dass dieses seit Anfang Jahr auch in Umsetzung begriffen ist. Aus der Antwort geht weiter hervor, dass sich der Regierungsrat weitestgehend allen Überlegungen und Argumenten der Motionärinnen anschliesst. Beispielsweise wird die Wirksamkeit der runden Tische hervorgehoben. Man ist auch damit einverstanden, dass ein zweckmässiges Qualitätsmanagement notwendig ist. Die Regierung ist auch darin mit den Motionärinnen einig, dass eine periodische Qualitätsüberprüfung, verbunden mit einer Berichterstattung an den Grossen Rat, notwendig ist. Es gibt eine einzige Differenz zwischen der Regierung und den Motionärinnen. Diese betrifft den Zeitplan. Daher beantragt der Regierungsrat ein Postulat. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist klar, dass das Thema häusliche Gewalt, als Aufgabe von Politik und von Verwaltung gleichermassen, eine hohe Priorität haben muss. Hier geht es um Konflikte, die hinter geschlossenen Türen ausgetragen werden und ausserhalb des Blickfelds einer breiteren Öffentlichkeit sind. Damit geht es um Gewalt an und Leid von Schwachen und Schwächsten. In den allermeisten Fällen sind es Frauen und Kinder. Darum ist für unsere Fraktion offensichtlich, dass solche Forderungen umgesetzt werden müssen. Man muss hinschauen, man muss sich auch im Rat Bescheid geben lassen. Unsere Fraktion wird diesen Vorstoss daher geschlossen unterstützen. Ich bitte Sie, das ebenfalls zu tun.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die runden Tische sind eine gute Sache. Da wird gemeinsam

diskutiert und nach Lösungen gesucht. Jedoch brauchen wir nicht noch mehr Kontrolle und Qualitätssicherung. Die KESB und die Regierungsstatthalter sind von uns gewählte Leute. Diese Personen kennen die regionale Situation. Daher können sie ohne kantonales Qualitätsmanagement mit ihrer Erfahrung dazu beitragen, dass auch die häusliche Gewalt verringert wird. Nutzen und Kosten stehen bei diesem Postulat in keinem Verhältnis. Die EDU-Fraktion lehnt auch das Postulat ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le groupe évangélique a noté plusieurs points positifs concernant les tables rondes: uniformisation entre les régions, lutte contre la violence domestique, protection des victimes, mise des personnes violentes devant leurs responsabilités, promotion de la collaboration entre les personnes agissant sur le terrain. Reste maintenant à trouver une gestion efficace, les moyens d'y parvenir et des contrôles de qualité. Nous soutenons ce postulat à l'unanimité.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Nun können sich noch die Einzelsprechenden äussern.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Grossrätin Bettina Keller war darüber erstaunt, dass wir als Mittepartei sogar das Postulat ablehnen. Ich möchte Ihnen kurz erklären warum. In meiner Arbeit habe ich tagtäglich mit gewalttätigen Männern und Frauen, aber primär mit Männern zu tun. Es gibt keinen Handlungsbedarf für noch mehr Qualitätsmanagement. Wir haben Probleme mit dem Datenschutz. Das wird auch in der Antwort der Regierung angesprochen. Hier besteht Handlungsbedarf. Wir werden auch versuchen, das ins Polizeigesetz einzubringen. Wenn ich heute gegen den Entscheid meiner Klientin weitermelden möchte, dass ihr massive Gewalt angetan wurde, und sie am Morgen mit lädiertem Kopf dasteht, so kann ich nichts melden. Sie hat Angst, das zu melden, weil sie unter Druck dieses Mannes steht, der auch noch ihr Dealer ist. Das sind die Problemstellungen, die wir haben. Den Datenschutz werden wir in Zukunft mit einem besseren Polizeigesetz lösen. Hören wir damit auf, die Frage des Qualitätsmanagements als allein seligmachendes Mittel zu benutzen, um Gewalt an Frauen zu verhindern. Das kann es nicht sein, und das ist es nicht. Aus diesem Grund, weil wir den Handlungsbedarf auf der operativen Ebene sehen, lehnen wir das Postulat ab.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich bin selbst ernannter Fraktionssprecher. Namens der FDP kann ich sagen, dass wir die Motion integral ablehnen. Wir haben genügend runde Tische. Das Thema wird doch langsam ein wenig überstilisiert. Es läuft einiges, wir tun genug. Es braucht keinen weiteren Vorstoss. Ich kann mich den Ausführungen der SVP und der EDU vollumfänglich anschliessen. Daher integral ablehnen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Sie haben die Antwort der Regierung gesehen. Die Regierung nimmt das Phänomen der häuslichen Gewalt ernst. Bei der Polizei- und Militärdirektion kümmert man sich im Rahmen von 80 bis 120 Stellenprozenten um dieses Problem. Wir wissen, wie hoch die Dunkelziffer ist, und wir haben die Zusammenarbeit mit den Regierungsstatthalterämtern, Stichwort runder Tisch, auf die Beine gestellt. Wir denken, das gehe in die richtige Richtung. Damit wurde zu Beginn des Jahres begonnen. Ich bin etwas skeptisch, wenn man die Arbeit vor Ort an den runden Tischen, und auch in der Gruppen- und Einzelberatung, mit einem Begriff wie «Qualitätsmanagement» zu Tode schlägt. Das klingt wahnsinnig gut, und wenn man ein Papier mit dem Titel «Qualitätsmanagement» hat, so kann man das abhaken. Das wird nicht ohne Kostenfolge zu realisieren sein. Wir sind nicht in der Lage, einen Bericht, wie er hier erwartet wird, einfach so zu liefern. Wir müssten einen externen Partner beauftragen, diesen Bericht mit uns zusammen zu erstellen. Ich weiss nicht, ob das Sinn macht. Daher hat die Regierung in der Antwort vorgeschlagen, dass man den Vorstoss als Postulat annehmen könnte. Dann haben wir auch Zeit zu beobachten, wie das läuft. Denn erst seit dem 1. Januar funktioniert das operativ so. Was Frau Grossrätin Mühlheim gesagt hat, möchte ich in aller Form unterstützen – denn das erleben wir immer wieder. Wir haben ein Problem mit der Datenschutzgesetzgebung, die es in vielen Fällen verhindert, dass man solche «Früchtli» packen kann. Und das werden wir mit einem Qualitätsmanagement und mit einem Bericht einfach nicht aus dem Weg räumen. Die MotionärInnen wollen wandeln. In diesem Sinne halten sie sich an die Realität der Antwort der Regierung. Ich vertrete nach wie vor die Haltung der Regierung. Die

Regierung ist bereit, den Vorstoss als Postulat anzunehmen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir stimmen über das Postulat ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 66

Non 76

Abstentions 2

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben das Postulat mit abgelehnt.